

députés ont pris une part active. Le ministre est-il en mesure de faire une déclaration au sujet des points soulevés?

L'hon. J. L. RALSTON (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'ai parcouru la déclaration que mon honorable ami a bien voulu m'envoyer. Il semble que ce sont les paroles prononcées par mon collègue le ministre du Service naval (M. Macdonald) à Québec qui ont donné lieu au débat en cause. Au cours du débat, l'honorable M. Gagnon a fait allusion à la déclaration du ministre; c'est pourquoi, j'ai cru qu'il serait préférable que mon collègue réponde lui-même à cette question, étant donné qu'il sera ici lundi.

En attendant, toutefois, je tiens à dire, pour éviter tout malentendu, qu'on m'informe que la déclaration de l'honorable M. Gagnon n'est pas conforme à la vérité.

M. GRAYDON: Cette remarque s'applique-t-elle aussi au premier ministre de la province?

L'hon. M. RALSTON: J'ai parlé de M. Gagnon.

M. GRAYDON: La remarque du ministre s'applique-t-elle également au premier ministre provincial?

L'hon. M. RALSTON: Je n'ai pas parlé de lui.

L'hon. M. ROWE: Il a fait la même déclaration.

M. GRAYDON: Il a fait une autre déclaration.

L'hon. M. RALSTON: Je m'occupe de la déclaration de M. Gagnon.

HYGIÈNE

SUBVENTION FÉDÉRALE ANNUELLE À LA VILLE DE HALIFAX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggart): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Pensions et de la Santé nationale (M. Mackenzie). Les journaux d'aujourd'hui ont-ils raison de dire que, d'après lui, la somme accordée par décret ministériel pour améliorer les conditions hygiéniques à Halifax s'élève à \$30,000? Ce montant relativement restreint est-il la somme rondelette dont il nous a parlé hier soir?

L'hon. IAN A. MACKENZIE (ministre des Pensions et de la Santé nationale): La somme accordée pour les fins spécifiées est de \$30,000 pour chaque année de la guerre et l'année qui suivra la fin des hostilités. Cependant, afin d'aider à la construction d'un hôpital

[M. Graydon.]

de tuberculeux, nous verserons \$45,000 la première année et \$15,000 seulement l'année suivante.

ROUTE DE L'ALASKA

DÉPÊCHE AU SUJET D'UN PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE SECONDE ROUTE DE PRINCE-GEORGE À WHITE-HORSE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. C. GREEN (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre (M. Mackenzie King). Selon une dépêche publiée aujourd'hui et datée de Washington, le secrétaire de l'Intérieur, M. Ickes, aurait écrit au président du comité des routes, à la Chambre des représentants, une lettre dans laquelle il recommande l'adoption d'un bill autorisant la construction d'une route de l'Alaska, au coût de 25 millions de dollars. Apparemment, il s'agit d'une nouvelle route de l'Alaska, qui partirait de Prince-George pour rejoindre la route actuelle à White-Horse, dans le territoire du Yukon. Le premier ministre pourrait-il faire une déclaration à ce sujet?

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'honorable député m'a prévenu de sa question. On m'informe que le bill auquel fait allusion la dépêche a été présenté à la dernière session du Congrès et qu'il a été soumis de nouveau au cours de la présente session, en janvier 1943. Dans les deux cas, ce sont les représentants intéressés qui ont présenté le projet de loi, et rien n'indique que celui-ci ait été considéré comme une mesure du gouvernement. Le bill a été, dans l'un et l'autre cas, renvoyé aux comités compétents du Congrès.

Le Gouvernement canadien n'a rien reçu de nature à faire croire que le Gouvernement des Etats-Unis est désireux de voir construire cette année la route projetée. Je ne puis pas, naturellement, me prononcer sur la politique suivie par les Etats-Unis dans des questions de ce genre, mais je présume qu'elle est la même que celle qu'a adoptée le Gouvernement canadien. Notre politique est de construire les routes nécessaires à la poursuite efficace de la guerre, mais de ne pas affecter un seul homme ou une seule machine à la construction de routes qui ne sont pas nécessaires à cette fin.

Nous n'avons reçu aucune indication, soit par l'intermédiaire du comité de défense soit par voie diplomatique, que le Gouvernement des Etats-Unis considère la construction d'une route de Prince-George à White-Horse nécessaire à la poursuite efficace de la guerre.